



[Accueil](#) | [Monde](#) | [Ukraine](#) | [Guerre en Ukraine \(direct\)](#): La Russie «prête» à

[Guerre en Ukraine \(direct\)](#)

La Russie «prête» à aider une exportation «sans entraves» des céréales de l'Ukraine


La Russie envahit l'Ukraine. Suivez en direct l'actualité de ce nouveau bras de fer en Europe.

[Etonam Ahianyo](#), [Sonia Imseng](#), [Arnaud Mittempergher](#), [Auriane Page](#),
[Nora Foti](#), [ATS/AFP](#)

LIVE

La situation en Ukraine



-  Combats intenses ou bombardements durant les 24 dernières heures
-  Contrôlé par les séparatistes prorusses
-  Sous contrôle russe
-  Avancée des troupes russes
-  Reconquêtes ukrainiennes
-  Résistance ukrainienne

État au 25 mai

Carte: wig, bru, sbr, lm, pvo; Source: [Institute for the Study of War](#)

Découvrez toutes nos dernières cartes et infographies.

14h46

La Russie «prête» à aider une

exportation «sans entraves» des céréales de l'Ukraine

La Russie est «prête» à aider une exportation «sans entraves» des céréales de l'Ukraine, a assuré samedi le président russe Vladimir Poutine, lors d'un entretien téléphonique de 80mn avec son homologue français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz.

«La Russie est prête à aider à trouver des options pour une exportation sans entraves des céréales, y compris des céréales ukrainiennes en provenance des ports situés sur la mer Noire», a indiqué le Kremlin dans un communiqué publié à l'issue de cette conversation téléphonique, qui a eu lieu sur fond des craintes d'une grave crise alimentaire en raison de l'offensive russe en Ukraine.



Vladimir Poutine
AFP

Le président russe Vladimir Poutine a également dénoncé le «caractère dangereux» des livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine, et

mis en garde contre une «déstabilisation» ultérieure, lors de l'entretien téléphonique.

«Le président russe a mis l'accent sur le caractère dangereux de continuer à inonder l'Ukraine avec des armes occidentales, en mettant en garde contre des risques d'une déstabilisation ultérieure de la situation et d'une aggravation de la crise humanitaire», a indiqué le Kremlin dans son communiqué.

Le chancelier allemand Olaf Scholz et le président français Emmanuel Macron ont demandé de leur côté des «négociations directes sérieuses» avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Lors de l'entretien avec le président russe, les deux dirigeants «ont insisté sur un cessez-le-feu immédiat et un retrait des troupes russes», indique un communiqué de la chancellerie allemande. Macron et Scholz ont «appelé le président russe à des négociations directes sérieuses avec le président ukrainien et à une solution diplomatique du conflit».

10h57

L'armée russe confirme la conquête de la localité clé de Lyman

L'armée russe a affirmé samedi avoir conquis la localité clé de Lyman, dans l'est de l'Ukraine. Un carrefour qui ouvre la route vers

les grandes villes de Sloviansk et Kramatorsk.

«A l'issue des actions communes des unités de la milice de la République populaire de Donetsk et des forces armées russes, la ville de Lyman a été entièrement libérée des nationalistes ukrainiens», affirme dans un communiqué le ministère russe de la Défense. Celui-ci appuie ainsi une annonce faite la veille par les séparatistes prorusses de l'Est ukrainien.

Lyman est un important noeud ferroviaire situé au nord-est de la ville symbole de Sloviansk, reprise aux séparatistes prorusses par Kiev en 2014, et de Kramatorsk, la capitale de la partie de la région de Donetsk (est) sous contrôle ukrainien.

La prise de Lyman permettrait de lever un obstacle vers Sloviansk, puis Kramatorsk, tout en marquant un progrès dans la tentative d'encercler Severodonetsk et Lyssytchansk, deux autres importantes villes ukrainiennes situées plus à l'est.

10h56

L'ex-président ukrainien Porochenko dit s'être vu refuser de sortir du pays

L'ex-président ukrainien Petro Porochenko, un rival du dirigeant actuel Volodymyr Zelensky, a annoncé samedi s'être vu refuser de sortir du pays pour un voyage en Lituanie, fusti-

geant une décisions qui brise le «cessez-le-feu politique» en pleine invasion russe.

Porochenko, président de 2014 à 2019 de l'Ukraine, se trouve aujourd'hui à la tête du parti Solidarité Européenne, la deuxième plus grande formation du Parlement et dans l'opposition à Zelensky.

Selon son service de presse, Petro Porochenko «s'est vu refuser de franchir la frontière de l'Ukraine» alors qu'il devait prendre part à l'assemblée parlementaire de l'Otan à Vilnius et avait reçu «toutes les permissions formelles pour quitter le pays» en tant que membre permanent de la délégation ukrainienne.



Petro Porochenko
AFP

L'ancien président devait également s'entretenir à Vilnius avec le président lituanien Gitanas Nauseda et un groupe de parlementaires lituaniens et européens. Il devait ensuite se rendre à Rotterdam aux Pays-Bas pour un

sommet rassemblant des partis européens.

«Il y a un risque que par cette décision, les autorités ont rompu le +cessez-le-feu politique+ en place en temps de guerre avec les forces de l'opposition, qui est l'un des piliers de l'unité nationale face à l'agression russe», a encore indiqué son service de presse.

Les soubresauts de la politique ukrainienne avaient cessés depuis l'invasion du pays par la Russie le 24 février, la plupart des forces politiques s'étant unies dans la défense du pays. Onze partis jugés prorusses ont pour leur part été interdits.

10h10

La Russie annonce un nouveau tir réussi de missile hypersonique

L'armée russe a annoncé samedi avoir effectué avec succès un nouveau tir d'essai du missile de croisière hypersonique Zircon, au moment où Moscou intensifie son offensive en Ukraine.

Le missile Zircon a été tiré depuis la frégate Amiral Gorchkov, en mer de Barents, vers une cible dans les eaux de la mer Blanche, dans l'Arctique, a indiqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué.

La cible située à un millier de kilomètres «a

été visée avec succès», selon la même source.

Le tir a été effectué dans le cadre des «essais de nouvelles armes» russes, ajoute le communiqué.



Photo d'archives
AFP

Le premier tir officiel d'un Zircon remonte à octobre 2020, le président Vladimir Poutine ayant alors salué un «grand évènement». D'autres essais ont eu lieu depuis, notamment à partir de la frégate Amiral Gorchkov et depuis un sous-marin immergé.

D'une portée maximale d'environ 1000 kilomètres, celui-ci doit équiper les navires de surface et les sous-marins de la flotte russe.

La Russie, qui a lancé le 24 février une offensive en Ukraine, a annoncé en mars y avoir utilisé des missiles hypersoniques -- «Kinjal», un recours en combat qui a semblé être une première, Moscou n'ayant jusque-là jamais fait état de l'emploi de ce type d'armes, sauf

pour des essais.

Les missiles balistiques hypersoniques «Kinjal» et ceux de croisière «Zircon» appartiennent à une famille de nouvelles armes développées par la Russie et que Poutine qualifie d'«invincibles».

05h26

Kiev promet de «tout faire» pour défendre Donbass où l'offensive russe s'intensifie

Kiev s'est engagé a «tout faire» pour défendre le Donbass, où l'armée russe a intensifié son offensive, poussant les forces ukrainiennes à envisager un retrait stratégique sur certaines lignes de front dans cette région de l'est du pays afin d'éviter un encerclement.

«La situation dans le Donbass est très, très difficile», a déclaré vendredi le président Volodymyr Zelensky dans une adresse vidéo. «Nous protégeons notre terre est faisons tout pour renforcer» la défense de cette région, a-t-il assuré.





AFP

La défense territoriale de l'autoproclamée «république» séparatiste prorusse de Donetsk (est) a indiqué sur Telegram avoir «pris le contrôle complet» de la localité-clé de Lyman, avec «l'appui» de l'armée russe.

Ni l'armée russe, ni celle ukrainienne n'ont immédiatement commenté cette information, que l'AFP n'a pu vérifier de source indépendante. Mais le président Zelensky a rétorqué: «Si les occupants pensent que Lyman et Severodonetsk seront les leurs, ils se trompent. Le Donbass sera ukrainien».

Hier, 23h34

S&P abaisse la notation de l'Ukraine, avec perspective négative

L'agence de notation financière S&P a annoncé vendredi avoir abaissé à CCC+/C sa note sur la dette de l'Ukraine libellée en devises étrangères, «en raison des retombées plus impor-

tantes de l'attaque militaire russe».

Elle a assorti cette note d'une «perspective négative» dans la mesure où elle s'attend «à ce que le conflit militaire russo-ukrainien se prolonge», a-t-elle expliqué dans un communiqué. Mais elle souligne avoir confirmé ses notations B-/B «en devise locale», estimant que «la dette publique ukrainienne libellée en hryvnia est moins vulnérable au défaut de paiement».

Hier, 20h54

Le procureur de la CPI appelle la Russie à coopérer sur l'enquête en Ukraine

La Russie devrait coopérer à l'enquête de la Cour pénale internationale (CPI) sur les crimes de guerre présumés commis depuis l'invasion de l'Ukraine par Moscou, a déclaré vendredi à l'AFP le procureur du tribunal.

«L'invitation est là. Ma porte est ouverte et je continuerai également à frapper à la porte de la Fédération de Russie», a déclaré le procureur de la CPI, Karim Khan, lors d'un entretien au tribunal à La Haye.

«S'il y a des allégations de la part de la Fédération de Russie, s'il y a des informations dont elle dispose, si elle mène ses propres enquêtes ou poursuites ou si elle a des informa-

tions pertinentes, partagez-les avec nous», a-t-

il ajouté.

L'avocat britannique a également insisté sur le fait que les coupables de crimes de guerre pourraient être traduits en justice, bien qu'il ait refusé de dire si le président russe Vladimir Poutine lui-même pourrait un jour être un suspect.

Ni la Russie ni l'Ukraine ne sont membres de la CPI, mais Kiev a accepté la compétence de la Cour et travaille avec le bureau du procureur dans son enquête sur d'éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis sur son territoire.

Le procureur a annoncé quatre jours après l'invasion russe une enquête sur la situation en Ukraine, qui a depuis reçu le feu vert de dizaines d'Etats parties de la CPI.

La Russie affirme cependant que les allégations de crimes de guerre sont fausses et Vladimir Poutine a justifié l'invasion en disant que l'Ukraine supervisait un «génocide» dans l'est du pays.

«Si quelqu'un avance ces allégations, coopérez, partagez les informations», a-t-il martelé.

«Si des informations sont fausses, nous ne dirons également publiquement», a-t-il ajouté.

Hier, 20h19

Les séparatistes prorusses revendiquent la prise d'une localité-clé

Les forces russes intensifiaient leur offensive dans le Donbass vendredi. Les combattants resserraient l'étau autour d'une agglomération de cette région de l'est de l'Ukraine tandis que les forces séparatistes prorusses revendiquaient la prise d'une localité-clé.

Sur son compte Telegram, l'état-major de la défense territoriale de l'autoproclamée «république» séparatiste prorusse de Donetsk a indiqué avoir «pris le contrôle complet» de Lyman avec «l'appui» des forces armées russes. Ni l'armée russe ni l'armée ukrainienne n'ont immédiatement commenté cette information, que l'AFP n'a pu vérifier de source indépendante.

Après leur offensive infructueuse sur Kiev et Kharkiv au début de la guerre, lancée par la Russie le 24 février, les forces de Moscou concentrent leurs forces dans l'est de l'Ukraine. Ils souhaitent prendre le contrôle total du bassin minier du Donbass, que des séparatistes prorusses soutenus par Moscou contrôlent partiellement depuis 2014.

La prise de Lyman leur ouvrirait la route vers les centres régionaux de Sloviansk, puis Kramatorsk, tout en contribuant à l'encerclement de l'agglomération formée par les villes

de Severodonetsk et Lyssytchansk, plus à l'est.

Hier, 19h53

L'Église orthodoxe d'Ukraine, jusqu'ici affiliée à Moscou, annonce rompre avec la Russie

L'Église orthodoxe ukrainienne, jusqu'ici affiliée à Moscou, a annoncé vendredi rompre avec la Russie après que cette dernière a envahi l'Ukraine, déclarant «sa pleine indépendance».

«Nous ne sommes pas d'accord avec le patriarche moscovite Kirill (...) en ce qui concerne la guerre en Ukraine», a expliqué dans un communiqué l'Église ukrainienne, à l'issue du concile consacré à «l'agression» contre son pays qui a prononcé «la pleine indépendance et l'autonomie de l'Église orthodoxe ukrainienne».

Hier, 18h28

En Suède, la crainte de trop sacrifier à la Turquie sur l'autel de l'Otan

Poussée à trouver un compromis avec la Turquie pour sauver son entrée dans l'Otan, la Suède doit aussi composer avec ceux qui s'inquiètent de la voir trop sacrifier, dans la classe

politique comme chez les dissidents anti-

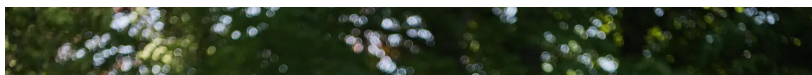
Erdogan.

«Si l'on veut tout vendre pour une place dans l'Otan, eh bien allons-y, mais moi je trouve que c'est indigne», tempête auprès de l'AFP la députée suédoise d'origine kurde Amineh Kakabaveh.

«C'est indigne que tout dépende d'accélérer l'adhésion à l'Otan, quitte à fragiliser la démocratie», dénonce la parlementaire. Si elle ne siège avec aucun groupe politique, cette élue de gauche a joué un rôle crucial dans la vie politique suédoise ces derniers mois.

C'est elle qui avait sauvé le gouvernement social-démocrate du Premier ministre Stefan Löfven l'été dernier, puis donné une voix décisive à l'élection de Magdalena Andersson à sa succession en novembre.

Comme la députée pro-kurde, plusieurs partis d'opposition, élus ou encore des personnalités du monde des médias et de la culture ont appelé ces derniers jours la Première ministre et son gouvernement à ne pas céder aux exigences turques, à moins de quatre mois des élections en Suède.





Pour les journalistes, Levent Kenez (à gauche) et Abdullah Bozkurt se retrouver au centre d'un bras de fer entre Ankara et Stockholm «n'a pas du tout été une surprise».

AFP/ Jonathan NACKSTRAND

Afin de pouvoir valider leur candidature à l'Otan, la Suède et la Finlande doivent avoir le feu vert des 30 pays membres, dont la Turquie. Après le blocage surprise du président Recep Tayyip Erdogan, Ankara a publié lundi une liste de ses exigences auprès de Stockholm, qui comprennent notamment des extraditions de personnes considérées par les autorités turques comme des «terroristes» proches de son ennemi juré du PKK et de ses alliés des YPG en Syrie.

Parmi les personnes visées figurent aussi, selon les médias turcs, des journalistes accusés par Ankara d'être proches du mouvement du prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'avoir ourdi une tentative de coup d'Etat de 2016.

Pour deux d'entre eux, Abdullah Bozkurt et Levent Kenez, se retrouver au centre d'un

bras de fer entre Ankara et Stockholm «n'a pas

du tout été une surprise». «Un mois avant que la Suède ne se décide à déposer une candidature à l'Otan, on plaisantait en disant que si c'était le cas nos noms apparaîtraient à la table des négociations. Et c'est exactement ce qu'il s'est passé», raconte M. Bozkurt à l'AFP.

Les deux hommes, qui ont lancé un site d'actualité baptisé Nordic Monitor, disent craindre pour leur vie s'ils devaient être extradés en Turquie. Ils restent confiants dans l'indépendance de la justice suédoise pour continuer à rejeter les demandes d'Ankara, mais s'inquiètent pour leur sécurité en Suède. Abdullah Bozkurt avait déjà été mystérieusement agressé par trois hommes en 2020, avec une enquête toujours en cours.

Hier, 18h10

Russie: chômage partiel chez le fabricant de camions Kamaz

Plus de cinq mille employés du producteur de camions russe Kamaz ont été mis au chômage partiel en raison d'une pénurie de composants découlant des sanctions occidentales contre Moscou pour son offensive en Ukraine.

«Chez Kamaz, une semaine de trois jours a été introduite: les responsables, les spécialistes et les employés des sites de production connaissant une pénurie de composants ont commencé à faire des horaires réduits», a indiqué

jeudi le portail d'informations du groupe, Vesti Kamaza.

Cela concerne 5500 personnes, a indiqué Sergueï Romaniouk, directeur du département des relations entre employés et direction. Le groupe assure que des «emplois temporaires» ont été offerts à ces personnes, afin de «maintenir le niveau de revenu de ses employés et de conserver la main-d'oeuvre», indique M. Romaniouk, cité par Vesti Kamaza.

Le chômage guette les employés de très nombreux secteurs de l'économie russe, à mesure que se fait sentir l'impact des sanctions occidentales sans précédent. Le chômage partiel est souvent utilisé pour éviter les licenciements mais s'accompagne habituellement d'une réduction de salaire.



-

AFP/YURIY LASHOV

Acculé par les sanctions occidentales contre la

Russie, Renault, leader dans le pays avec la marque Lada qu'il avait réussi à redresser, a vendu en mai ses actifs à l'Etat russe, première nationalisation d'ampleur depuis l'offensive russe en Ukraine.

Une grande partie des près de 40.000 employés du géant automobile Avtovaz (Lada) sont ainsi au chômage partiel – payés deux tiers de leurs salaires – depuis début avril et au moins jusqu'au 6 juin, sachant que la pratique s'était généralisée pendant la pandémie.

Lors d'un reportage en avril à Togliatti, ville-usine gigantesque d'Avtovaz, des employés avaient raconté à l'AFP être obligés de prendre un deuxième emploi pour survivre face à des salaires de parfois moins de 200 euros.

Pour parer au manque de composants modernes, l'agence spécialisée Avtostat indiquait fin mars le lancement dans les prochains mois de modèles de Lada sans airbags et autres composants électroniques et avec des standards environnementaux plus faibles.

Les autorités emboîtent le pas avec des assouplissements réglementaires. Le groupe automobile français a également cédé à la ville de Moscou les opérations en propre de la marque Renault en Russie, dont son usine près de la capitale, qui produisait des Renault et des Nissan. Le célèbre logo en losange a été démonté des façades. Le maire Sergueï

Sobianine a annoncé que l'usine allait y relancer la marque soviétique Moskvitch.

Hier, 18h02

Crise alimentaire: les accusations contre Moscou sont «sans fondement», affirme Poutine

Les accusations contre la Russie, tenue pour responsable des problèmes mondiaux de livraisons de céréales en raison de son offensive en Ukraine, sont «sans fondement», a assuré vendredi le président russe Vladimir Poutine dans un entretien téléphonique avec le chancelier autrichien Karl Nehammer.

«Vladimir Poutine a souligné que les tentatives de rendre la Russie responsable des difficultés de livraison des produits agricoles sur les marchés mondiaux étaient sans fondement», indique le Kremlin dans un communiqué.

Le chef de l'Etat russe a une nouvelle fois pointé les «sanctions antirusses des Etats-Unis et de l'Europe» comme raison de la crise alimentaire.

Mardi, il avait dit au Premier ministre italien Mario Draghi que la Russie était «prête à apporter une contribution significative pour surmonter la crise alimentaire grâce à l'exportation de céréales et d'engrais, sous réserve de la

levée par l'Occident des restrictions à motivation politique».

L'Ukraine, gros exportateur de céréales, notamment de maïs et de blé, voit sa production bloquée du fait des combats.



KEYSTONE/Gaetan Bally

Pour sa part, la Russie, autre puissance céréalière, ne peut vendre sa production et ses engrais en raison des sanctions occidentales touchant les secteurs financiers et logistiques. Les deux pays produisent un tiers du blé mondial.

De fait, le conflit a mis à mal l'équilibre alimentaire mondial, laissant craindre une grave crise qui affectera tout particulièrement les pays les plus pauvres.

Lors de son entretien téléphonique, M. Poutine a par ailleurs appelé les Ukrainiens à «démener au plus vite les ports afin de laisser

passer les navires bloqués», selon le

communiqué.

Selon le directeur du Centre national russe de gestion de la défense, Mikhaïl Mizintsev, cité par l'agence russe Ria-Novosti, les forces russes ouvrent deux couloirs maritimes par jour pour permettre aux bateaux de sortir des ports de Marioupol, situé sur la mer d'Azov, et de Kherson, Mykolaïv, Tchernomorsk, Otchakiv, Odessa et Ioujni, situés eux sur la mer Noire.

«Les forces armées russes ouvrent chaque jour deux couloirs maritimes humanitaires de 08H00 à 19H00 heure de Moscou», a-t-il déclaré. Mercredi, Moscou avait affirmé que le port de Marioupol avait repris ses activités après avoir été déminé, un mois après l'annonce par la Russie de la prise de cette ville stratégique.

De son côté, le chancelier autrichien a déclaré lors d'une conférence de presse que M. Poutine avait «émis des signaux selon lesquels il était prêt à autoriser des exportations depuis les ports maritimes» de produits agricoles ukrainiens, en coordination avec l'Onu.

«Concernant les prisonniers de guerre, le président Poutine a affirmé qu'il était prêt à renforcer les négociations avec les Ukrainiens en vue de progrès», a-t-il par ailleurs indiqué, ajoutant qu'il avait «concedé qu'il était nécessaire que la Croix-Rouge ait accès aux prison-

niers de guerre.»

Hier, 17h55

Redémarrage très attendu d'une importante usine de GNL

L'unique usine de Gisle Ledel Johannessen(GNL) de Norvège a redémarré pour la première fois depuis un incendie en 2020, avec une reprise de la production attendue rapidement, a annoncé vendredi le géant norvégien Equinor.

Plusieurs fois retardé, le redémarrage du site de Hammerfest dans le nord de la Norvège doit permettre d'augmenter les livraisons de gaz vers l'Europe, qui cherche à mettre fin à sa dépendance énergétique envers la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine.

«Nous avons terminé les réparations, les tests (...) et nous avons désormais commencé le processus de refroidissement», a déclaré à l'AFP Gisle Ledel Johannessen, un porte-parole d'Equinor.

«Cela va prendre un peu de temps de finaliser ce processus. L'étape suivante est d'injecter le gaz liquéfié dans les réservoirs», a-t-il expliqué, précisant que cela arriverait «dans peu de temps».





AFP/ Astrid VELLGUTH

La Norvège, deuxième fournisseur gazier en Europe après la Russie, avait annoncé en mars un plan pour maintenir sa production de gaz à son niveau maximal au cours de l'été, en général une période de creux en partie mise à profit pour la maintenance des plateformes en mer.

Mais face aux besoins européens, le pays avait souligné qu'il était déjà au maximum de ses capacités d'exportation, principalement via gazoducs. L'usine d'Hammerfest, en liquéfiant le gaz, permet de s'affranchir des gazoducs avec des livraisons par bateau.

Sa capacité de production est de 4,65 millions de tonnes de GNL par an, selon Equinor, qui en partage la propriété avec son compatriote Petoro, le groupe français TotalEnergies, le britannique Neptune Energy et l'allemand Wintershall Dea.

Avant le conflit en Ukraine, la Norvège cou-

vrait entre 20 et 25% des besoins de gaz de l'UE et du Royaume-Uni contre entre 45 et 50% pour le gaz venu de Russie.

Hier, 17h30

Embargo pétrolier: Zelensky s'adressera lundi aux 27

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'adressera lundi aux dirigeants des Vingt-Sept réunis en sommet à Bruxelles, alors que le projet d'embargo de l'UE sur le pétrole russe est toujours bloqué par la Hongrie.

«Le président Zelensky nous rejoindra par visioconférence au début de notre discussion sur la situation en Ukraine», a annoncé vendredi le président du Conseil européen Charles Michel dans sa lettre d'invitation aux chefs d'Etat et de gouvernement.

«Notre préoccupation la plus immédiate est d'aider l'Ukraine, avec nos partenaires internationaux, sur ses besoins de liquidité», souligne Charles Michel, ajoutant que les leaders discuteront également «du soutien à la reconstruction» du pays en proie à l'offensive de l'armée russe depuis plus de trois mois.





Getty Images via AFP/Brandon Bell

Un nouveau train de sanctions européennes, qui prévoit un embargo progressif sur le pétrole russe dans les six mois, est toujours bloqué par Budapest.

La Hongrie «n'est pas en position d'accepter le sixième paquet de sanctions tant que les négociations n'auront pas abouti à résoudre toutes les questions en suspens», a prévenu le Premier ministre hongrois Viktor Orban dans une lettre à Charles Michel.

Pays enclavé, sans accès à la mer, la Hongrie dépend du pétrole acheminé de Russie par l'oléoduc Droujba. Budapest juge insuffisante la proposition d'une dérogation de deux années pour mettre en oeuvre l'embargo, qui lui est offerte ainsi qu'à la Slovaquie et à la République tchèque. Elle demande au moins quatre ans et près de 800 millions d'euros en financements européens pour adapter ses raffineries et augmenter la capacité de l'oléoduc Adria qui vient de Croatie.

Les sanctions requièrent l'unanimité des

Vingt-Sept. Des discussions sont toujours en cours pour tenter de trouver une solution avant le sommet, Paris et Berlin tout comme le président du Conseil européen se disant confiants ces derniers jours qu'un accord puisse être trouvé d'ici lundi.



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

AFP

Et certains Etats membres poussent pour un compromis avec Budapest afin de préserver l'unité des Vingt-Sept et d'éviter que le blocage des sanctions ne pèse sur la réunion, selon des sources européennes.

L'une des options serait d'aller de l'avant avec ce 6e paquet, qui comprend également un élargissement de la liste noire de l'UE et de nouvelles sanctions contre des banques russes, et d'exclure de l'embargo le pétrole acheminé par oléoduc (soit un tiers des livraisons aux Vingt-Sept), selon une source européenne.

Une autre option serait d'exclure temporaire-

ment l'oléoduc Droujba de l'embargo et de poursuivre les négociations avec Budapest, selon une autre source.

La sécurité alimentaire, menacée par la flambée des prix en raison notamment du blocage des exportations de céréales ukrainiennes, sera également au programme du sommet. Alors que le continent africain redoute une crise alimentaire, le président de l'Union africaine Macky Sall, interviendra par visioconférence.

Hier, 15h17

Près de 3 millions de réfugiés dans des pays européens non frontaliers

Près de 3 millions de réfugiés ukrainiens ont quitté les pays frontaliers de l'Ukraine, où ils avaient afflué après l'invasion russe, pour se déplacer vers d'autres pays européens non voisins, a indiqué vendredi, le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU.

Au total, 6'659'220 Ukrainiens ont fui leur pays depuis l'invasion russe le 24 février, selon les chiffres du HCR. Parmi eux, plus de 3,5 millions se sont dirigés vers l'ouest, en Pologne.

«Selon les dernières données dont nous disposons (...) 2,9 millions de réfugiés se sont déplacés au-delà des pays voisins de l'Ukraine», a

affirmé Shabia Mantoo, porte-parole du HCR, lors d'un point de presse à Genève.

Les plus grands nombres de réfugiés ukrainiens dans les pays non voisins se trouvaient en Allemagne, en République tchèque et en Italie, selon l'agence de l'ONU.

La Pologne reste le principal pays d'arrivée. Début mars, environ 100'000 réfugiés par jour arrivaient à la frontière polonaise, mais leur nombre a ralenti pour atteindre environ 20'000 au cours du mois de mai.



Des réfugiés ukrainiens arrivent à Przemysł, dans le sud-est de la Pologne, le 12 mai 2022.

KEYSTONE/EPA/DAREK DELMANOWICZ

«Les réfugiés nouvellement arrivés proviennent souvent de zones fortement touchées par les combats», a expliqué Olga Sarrado, également porte-parole du HCR. «Ils arrivent souvent dans un état de détresse et d'anxiété, ayant laissé derrière eux des membres de leur famille», a-t-elle dit lors de la conférence de presse, par liaison vidéo depuis un centre

d'enregistrement des réfugiés à Varsovie.

Plus de 1,1 million de personnes se sont enregistrées auprès des autorités polonaises et ont reçu un numéro d'identification de l'État qui leur donne accès aux services publics, selon le HCR.

Les femmes et les enfants représentent 94% des personnes enregistrées.

«Nous avons également observé davantage de mouvements «pendulaires», consistant en des allers et retours de certaines personnes entre la Pologne et l'Ukraine, pour diverses raisons, notamment pour rendre visite à leur famille, vérifier l'état de leurs biens ou reprendre leur travail», a noté Madame Sarrado.

«Toutefois, la Pologne s'attend à continuer à recevoir et à accueillir un nombre considérable de réfugiés, étant donné le grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, les destructions massives et la poursuite des hostilités en Ukraine», a-t-elle poursuivi.

Avant l'invasion russe, l'Ukraine comptait une population de 37 millions de personnes dans les régions sous le contrôle de son gouvernement. Ce chiffre exclut la Crimée (sud) annexée en 2014 par la Russie, et les régions de l'est contrôlées par des séparatistes pro-russes.

Hier, 14h43

OTAN: Roumanie et Pologne «optimistes» malgré l'opposition d'Ankara

Bucarest et Varsovie sont «optimistes» concernant l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, malgré l'hostilité d'Ankara, ont affirmé vendredi leurs ministres des Affaires étrangères à Istanbul.

Les deux ministres s'exprimaient lors d'une conférence de presse commune avec leur homologue turc Mevlut Cavusoglu à l'issue de leurs entretiens.

«Contrairement à beaucoup, je suis optimiste à ce sujet. Je suis convaincu que ce désaccord sera résolu de la meilleure manière, dans l'esprit de solidarité de l'OTAN», a indiqué le ministre polonais Zbigniew Rau.



De gauche à droite: le ministre roumain des Affaires

étrangères Bogdan Aurescu et ses homologues turc Mevlut Cavusoglu et polonais Zbigniew Rau, ce vendredi à Istanbul.

KEYSTONE/EPA/SEDAT SUNA

«L'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN est indispensable pour nous rendre plus forts. (...) Cette adhésion doit cependant être bénéfique à tous les alliés de l'OTAN, y compris la Turquie», a-t-il ajouté.

«Nous soutenons le dialogue constructif en place ici. Nous espérons avoir bientôt de bonnes nouvelles concernant la Suède et la Finlande», a de son côté déclaré le ministre roumain des Affaires étrangères Bogdan Aurescu.

Une première rencontre a eu lieu mercredi à Ankara entre les autorités turques et des délégations finlandaise et suédoise.

La Turquie reproche aux deux pays, en particulier à la Suède, d'accueillir des militants kurdes du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, qu'elle considère comme une organisation terroriste.

Elle dénonce aussi la présence dans ce pays de partisans du prédicateur Fethullah Gülen, qu'elle soupçonne d'avoir orchestré la tentative de coup d'État de juillet 2016.

«Notre demande est tout à fait légitime et

nette. Ces pays soutiennent le terrorisme, ils doivent mettre un terme à ce soutien et lever les restrictions aux ventes des industries de défense à notre pays», a pour sa part répété Mevlut Cavusoglu.

Hier, 14h24

En Russie, des élus communistes appellent à arrêter l'offensive contre l'Ukraine

Des élus communistes de la région de Primorié, dans l'Extrême-Orient russe, ont demandé vendredi, lors d'une réunion de l'Assemblée locale, l'arrêt de l'offensive en Ukraine, avant de se voir privés de droit de vote.

C'est la première fois qu'une telle initiative est lancée par des élus du parti communiste, formation qui soutient l'assaut lancé sur l'ordre du président Vladimir Poutine le 24 février.

Lors de cette réunion, le député Leonid Vassioukevitch, appartenant au Parti communiste de Russie (KPRF), s'est levé et a lu une adresse au président Vladimir Poutine, en dépit de plusieurs tentatives d'autres élus et du gouverneur de la région, également présent à la réunion, de le faire taire.





Le drapeau du Parti communiste de Russie à Stavropol, le 17 mars 2012.

DANIL SEMYONOV/AFP

«Il y a quelques jours, lors d'une réunion de l'Assemblée législative du kraï de Primorie, a été adoptée une série de mesures de soutien des familles de soldats morts pendant l'opération militaire», a-t-il déclaré, selon la vidéo de la séance publiée sur le compte YouTube de l'assemblée.

«Nous comprenons que si notre pays ne cesse pas l'opération de guerre, il y aura de plus en plus d'orphelins. Au cours de l'opération militaire des gens finissent invalides, ce sont de jeunes gens qui pourraient apporter beaucoup à notre pays», a-t-il poursuivi.

«Nous exigeons un retrait immédiat des troupes russes», a-t-il conclu, recueillant quelques applaudissements.

Le gouverneur de la région, Oleg Kojemiako, a ensuite demandé à priver de parole Leonid Vassioukevitch et un autre député communiste, Guennadi Choulga, qui l'avait soutenu après sa prise de parole, les accusant de «dis-

créditer l'armée russe (...) qui se bat contre le nazisme», selon la vidéo également mise en ligne par le journal Kommersant.

Ces deux députés ont ensuite été privés de droit de vote par l'Assemblée pour la journée, à 27 voix pour et 5 contre. Le chef du groupe communiste dans cette assemblée, Anatoli Dolgatchev, a ensuite dénoncé ses collègues et promis des «mesures (de représailles) les plus fermes».

Les autorités russes ont vivement renforcé leurs pressions et leur arsenal juridique, qui permet désormais de punir de lourdes amendes ou de peines de prison toute personne reconnue coupable d'avoir «discrédité» l'armée ou publié de «fausses informations» à son sujet.

Hier, 12h40

«Une dizaine de morts» dans une frappe russe sur un terrain militaire à Dnipro

«Une dizaine» de personnes ont été tuées et une trentaine blessées dans une frappe russe vendredi sur une installation militaire à Dnipro, grande ville industrielle du centre-est de l'Ukraine, a annoncé le responsable de la défense territoriale de la ville.

© OpenStreetMap contributors

«Des missiles Iskander ont frappé un champ de manoeuvre de la Garde Nationale. On déplore une dizaine de morts et entre 30 et 35 blessés», a déclaré Guennadi Korban à la chaîne locale Dnipro TV. «Ceci malgré le fait que nous et les militaires avions essayé de prendre des précautions, en répartissant le personnel» sur tout le périmètre de cette installation, a-t-il ajouté, laissant entendre que les victimes étaient militaires.

Trois missiles ont été tirés depuis la région russe de Rostov, selon lui, mais un seul a fait des victimes.





Photo d'illustration.

AFP

Dans la matinée, le gouverneur régional Valentin Reznitchenko avait annoncé sur Telegram que plusieurs frappes russes avaient visé Dnipro dans la nuit et dans la matinée de vendredi, causant des «destructions sérieuses», mais sans donner de bilan. «Les secours déblaient les débris et cherchent des gens», a-t-il écrit sans autre précisions.

Dnipro, ville industrielle d'un million d'habitants traversée par le fleuve éponyme (le Dniepr, en russe), marque la limite avec les régions orientales du pays, à majorité russophone.

La région a été relativement épargnée jusqu'ici par les combats entre armées ukrainienne et russe, même si son aéroport a été «complètement détruit» lors d'un bombardement le 10 avril, selon les autorités locales.

Hier, 12h35

La «guerre totale» de l'Occident contre la

Russie va durer longtemps, selon Moscou

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a dénoncé vendredi «une guerre totale» occidentale contre la Russie et estimé que celle-ci allait durer «longtemps».

«L'Occident a annoncé une guerre totale contre nous, contre le monde entier russe», a déclaré Sergueï Lavrov, lors d'une réunion avec des responsables de régions russes.

«On peut dire avec certitude que cette situation est avec nous pour longtemps», a-t-il estimé, alors que les puissances occidentales ont multiplié les sanctions contre Moscou pour avoir lancé une vaste offensive militaire contre l'Ukraine.

«Les États-Unis et leurs satellites doublent, triplent, quadruplent leurs efforts pour endiguer la Russie, en utilisant un instrumentaire très large: en commençant par les sanctions économiques unilatérales jusqu'à une propagande profondément mensongère dans l'espace médiatique mondial», a martelé le ministre, dénonçant une «russophobie sans précédent».





Le ministre russe des Affaires étrangères Sergei Lavrov.
AFP/POOL/Maxim SHEMETOV

Il s'en est aussi pris à «la culture dite de +l'annulation+» ("cancel culture" en anglais), assurant que les Occidentaux interdisaient les classiques: Tchaïkovski et Dostoïevski, Tolstoï, Pouchkine.

De nombreuses institutions culturelles occidentales ont cessé leur coopération avec des institutions étatiques russes ou banni des artistes qui soutiennent l'offensive contre l'Ukraine.

Moscou accuse de son côté l'Ukraine d'être aux mains de néonazis coupables d'avoir orchestré un prétendu génocide de la population russophone, et l'Occident de mener une guerre par procuration contre la Russie.

Hier, 12h29

Avoirs de Guennadi Timtchenko – Le TF

rejette le recours d'un proche de Vladimir Poutine

Un oligarque russe domicilié au bout du lac contestait les sanctions US qui le frappent depuis le déclenchement de la crise en Ukraine en 2014. Lire notre article.



Guennadi Timtchenko a été placé après l'éclatement de la crise en Ukraine en 2014 sur la liste des personnes ou entités avec lesquelles il est interdit de nouer des transactions sous peine de sanction.

AFP/POOL/MAXIM SHEMETOV

[Articles plus anciens](#)



Publié: 24.01.2022, 16h31

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

18466 commentaires

